



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire et de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

– Supplément Universités à CPS n°66 –

30 septembre 2017

Macron veut interdire l'accès à l'université à des dizaines de milliers de lycéens, et en expulser autant d'étudiants !

Étudier, c'est un droit !

Abrogation de la circulaire instituant la sélection des étudiants en licence par tirage au sort !

Abrogation de la loi instituant la sélection à l'entrée en master !

Aucune discussion avec le gouvernement sur la sélection, les « prérequis » à l'entrée à l'université !

Des profs, des locaux, des moyens pour étudier !

Il faut imposer aux organisations étudiantes et lycéennes, en particulier à l'UNEF, de reprendre à leur compte ces objectifs.

Macron : « Nous ferons en sorte que l'on arrête, par exemple, de faire croire à tout le monde que l'université est la solution pour tout le monde »

Voilà ce qu'a déclaré au Point Macron, précisant : "Aujourd'hui, quelqu'un qui vient d'une famille modeste, ou peu qualifiée, même avec un baccalauréat, n'a pas assez de chances de réussir. Voilà le drame que nous vivons !". Le président-banquier n'y va pas par trente-six chemins : hors des facs les jeunes d'origine populaire !

Déjà, en cette rentrée universitaire, c'est par milliers que des jeunes bacheliers se sont vu refuser la possibilité de s'inscrire en licence dans la filière de leur choix en vertu d'une circulaire Vallaud-Belkacem publiée en catimini entre les deux tours de l'élection présidentielle (24/4/2017) : ce texte institue la sélection par tirage au sort des bacheliers qui seront admis à l'université. Mais ce système s'appuie sur les « capacités d'accueil » définies avant l'été par chaque université... dans les conseils de gestion avec la participation des dirigeants syndicaux étudiants et enseignants !

C'est par milliers également que des étudiants titulaires de leur licence se sont vu refuser l'accès au master de leur choix - et se retrouvent aujourd'hui sur le carreau -, en application de la loi instituant la sélection en master. Celle-ci se met en place en vertu d'une loi adoptée en décembre 2016... à l'initiative du gouvernement Hollande-Valls, sur la base d'un accord signé en octobre 2016 par les dirigeants du syndicat étudiant, l'UNEF, et celui des enseignants, le SNESup.

Le gouvernement Macron-Philippe prépare la sélection généralisée

Ainsi, d'ores et déjà, pour des milliers d'étudiants titulaires de leur diplôme, le droit à la poursuite d'études dans la filière de son choix est brutalement remis en cause. Certes, dès son entrée en fonction, la ministre de l'enseignement supérieur, Vidal, a eu beau jeu de fustiger le système de tirage au sort, caractérisé comme « le plus injuste qui soit » : mais loin d'abroger la circulaire Vallaud-Belkacem, elle prend en réalité appui sur ce texte pour pousser l'avantage et promouvoir un projet de « réforme » systématisant la sélection.

Pour ce faire, le 11 septembre, Macron-Philippe-Vidal lançaient une « concertation » incluant les organisations syndicales et l'UNEF sur « les modalités d'accès à l'enseignement supérieur » : des dizaines de réunions menées au pas de charge doivent aboutir à des conclusions dès la fin octobre. On feint de s'y alarmer des taux d'échecs en 1^{ère} année : mais c'est pour mieux amener l'idée d'une sélection massive par le biais de « prérequis » venant s'ajouter à l'obtention du bac, de « réorientations » forcées et de véritables voies de garage (« stages de remise à niveau », « année de remédiation ») conduisant chaque année des milliers de jeunes écoeurés à tirer une croix sur leurs projets d'études.

Dans le même temps, le ministre de l'Education nationale, Blanquer, a annoncé à la rentrée un projet de « réforme » du bac... qui serait en réalité la liquidation pure et simple de ce dernier par le biais du contrôle continu. Le bac, c'est un diplôme national, le 1^{er} grade universitaire qui octroie en principe aux jeunes bacheliers le droit de poursuivre leurs études dans la filière de leurs choix. Remettre en cause le caractère national du bac, c'est liquider le droit aux études pour les générations futures !

Dans le même temps, sans doute pour épargner la peine d'échouer aux jeunes issus du prolétariat, le gouvernement Macron-Philippe a amputé cet été le budget des universités de 331 millions d'euros ou programmé l'amputation des aides au logement (APL), tandis que le budget des armées est le seul que ce gouvernement a augmenté !

Il faut s'organiser pour combattre cette offensive !

Interdire l'accès aux enfants des ouvriers et des milieux populaires : c'est le but poursuivi depuis des décennies par la classe capitaliste et ses gouvernements. Comme c'est leur but de casser le code du travail, de détruire la Sécurité sociale et toutes les conquêtes ouvrières. Sur l'instauration de la sélection, les gouvernements bourgeois se sont cassé les dents plusieurs fois : en 1968, quand de Gaulle voulait l'instaurer par « la réforme Fouchet » ; en 1986, quand Chirac a dû retirer le projet de loi Devaquet devant la puissante mobilisation de la jeunesse déferlant par deux fois en direction de l'Assemblée nationale. Pour vaincre, les étudiants d'alors sont parvenus à imposer leurs revendications à leurs organisations syndicales – en particulier l'UNEF-ID – au sein d'assemblées générales étudiantes dans toutes les universités, unifiées au sein d'une coordination nationale étudiante où les syndicats étudiants étaient intégrés.

Aujourd'hui, le gouvernement Macron-Philippe entend tout faire pour éviter de subir la même défaite que ses prédécesseurs : c'est pourquoi il convie les dirigeants de l'UNEF, à côté de ceux des syndicats enseignants, à participer aux « concertations » Vidal, véritable dispositif de collaboration avec le gouvernement sur ses objectifs ! En participant à ces « concertations », en refusant d'exiger l'abrogation des dispositifs de sélection d'ores et déjà en vigueur, les dirigeants de l'UNEF barrent aux étudiants la voie du combat en défense du droit aux études.

Pour mener ce combat, il est donc nécessaire de s'organiser pour replacer l'UNEF au service des étudiants, en exigeant des dirigeants de cette organisation : rompez toute discussion avec le gouvernement sur le terrain de la sélection et des « prérequis » ! Prononcez-vous pour l'abrogation de la loi instaurant la sélection à l'entrée en master et de la circulaire Vallaud-Belkacem instituant le tirage au sort !

La misère des universités et des étudiants, c'est le fruit de l'asphyxie budgétaire de l'enseignement supérieur au bénéfice des capitalistes et de leur Etat : assez de discussions sur les « capacités d'accueil » pavant la voie à la sélection ! Le rôle de l'UNEF, c'est au contraire d'exiger : des profs, des locaux, des moyens pour étudier !

■ Pour une organisation révolutionnaire de la jeunesse ■

Qu'est-ce qu'une société qui barre l'accès de sa jeunesse au savoir, à la culture, aux diplômes, à un avenir, qui œuvre à la transformer en réserve de main-d'œuvre taillable, corvéable et jetable à merci ? C'est la même société qui n'a de cesse de porter des coups toujours plus violents au droit du travail, à la protection sociale, aux retraites. Cette société, c'est le capitalisme.

Partout, la crise du capitalisme qui a ressurgi en 2008 aboutit aux mêmes déferlantes de contre-réformes ultra-réactionnaires : du berceau à la tombe, tous les acquis arrachés par des générations de travailleurs et de jeunes sont dépeints par le capital financier comme des « privilèges » qui doivent être liquidés !

Partout, c'est la guerre la plus barbare pour le partage du monde et le pillage de ses ressources : Moyen-Orient, Afrique, Amérique latine n'en finissent plus de subir les ravages de la domination impérialiste. En Asie, des millions d'ouvriers doivent vivre avec des salaires de quelques dizaines d'euros. Les Etats-Unis, le Japon, l'Europe sont ravagés par le chômage de masse et la précarité généralisée.

Partout, pour mettre en œuvre les contre-réformes nécessaires à la survie du capitalisme, c'est la répression : en France, le gouvernement Macron-Philippe a eu pour première décision de pérenniser l'état d'urgence à travers une nouvelle loi dite « anti-terroriste ». En fait de « guerre au terrorisme », c'est bien plutôt à la guerre civile contre le prolétariat que ce gouvernement se prépare : les manifestations et grèves, même « légales », sont réprimées ; les émigrés sont traités dans des conditions barbares ; des jeunes tels Rémi Fraisse ou Adama Traoré sont assassinés impunément.

Il n'y a pas d'autre perspective pour la jeunesse que de s'armer politiquement et s'organiser pour en finir avec le capitalisme, liant son combat aux combats du prolétariat pour jeter les bases d'une autre société : le socialisme, où les moyens de production seront socialisés et où les richesses produites par l'humanité seront destinées à la satisfaction des besoins sociaux, où la destruction de la planète sera stoppée.

Mais les vieux partis issus du mouvement ouvrier ont depuis longtemps donné la mesure de leur pourrissement bureaucratique, de la trahison de leurs dirigeants et de leur intégration servile à cette société : la jeunesse doit s'organiser pour le socialisme et pour balayer les obstacles dressés par les vieux appareils, pour l'Organisation révolutionnaire de la jeunesse et le Parti ouvrier révolutionnaire.

Prenez contact ! Discutons-en !

